

Les « drive »

Table des matières

I. Le champ d'application de l'autorisation « drive »	2
1) La définition du « drive » au sens du code de commerce	2
Un point... permanent de retrait	2
Un point permanent de retrait d'achat... au détail	2
Un point permanent de retrait d'achat... commandé par voie télématique	2
Un point permanent de retrait... organisé pour l'accès automobile	3
2) La description du « drive » au sens du code de commerce	3
Les pistes de ravitaillement	3
Les mètres carrés d'emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées au retrait des marchandises	3
3) Le « drive » et les magasins de commerce de détail	4
II. La dérogation légale au principe d'autorisation du « drive »	5
L'intégration à un magasin de détail	5
L'ouverture du magasin de détail avant le 24 mars 2014	5
La création de 20 m ² de surface de plancher maximum	5
III. Le dossier de demande d'autorisation d'un projet de « drive »	6
Quelques exemples d'organisation de « drive »	6

*Fiche d'information rédigée par le bureau de l'aménagement commercial
de la direction générale des entreprises*

Mise à jour le 10 décembre 2015

I. Le champ d'application de l'autorisation « drive »

La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové a institué un nouveau cas d'autorisation d'exploitation commerciale pour les points de retraits autrement appelés « drive »¹.

1) La définition du « drive » au sens du code de commerce

L'article L. 752-3 définit ainsi le « drive » :

« [...]III. - Au sens du présent code, constituent des points permanents de retrait par la clientèle d'achats au détail commandés par voie télématique, organisés pour l'accès en automobile, les installations, aménagements ou équipements conçus pour le retrait par la clientèle de marchandises commandées par voie télématique ainsi que les pistes de ravitaillement attenantes. »

Un « drive », au sens du code de commerce, est donc constitué par **4 éléments cumulatifs**. Le défaut de l'un de ces éléments fait tomber la qualification de « drive » soumis à autorisation d'exploitation commerciale.

Il est par ailleurs précisé **qu'aucun seuil** n'a été fixé à l'autorisation des « drive » (nombre de pistes, m² minimum,...). Tout projet de « drive » est donc soumis à autorisation d'exploitation commerciale, nonobstant la dérogation prévue (voir ci-après).

Un point... permanent de retrait

La définition légale du « drive » exclut les points de retrait temporaires ou occasionnels.

Le législateur a, en effet, souhaité écarter de l'application de la loi, les structures temporaires (par exemple les « drive » fermiers). Ainsi, l'ajout de l'adjectif « permanent » permet de distinguer les opérations sans infrastructure de celles avec infrastructure. Dans tous les cas, les « drive » fermiers ne sont pas des commerces de détail au sens du code de commerce dans la mesure où l'agriculteur vend principalement sa propre production.

En conséquence, un drive d'un supermarché, même ouvert de façon discontinue (tous les jeudis ou tous les mercredis par exemple), est soumis à autorisation. Tel ne sera pas le cas d'un « drive » ouvert pour les seules fêtes de Noël.

Un point permanent de retrait d'achat... au détail

Seuls les « drive » qui constituent une activité commerciale **de détail** sont soumis à l'autorisation prévue à l'article L. 752-1 du code de commerce. En conséquence, sont exclus :

- Les points de retrait d'achat « en gros » ;
- Les points de retrait lié à une activité de restauration.

Un point permanent de retrait d'achat... commandé par voie télématique

Il est communément admis que le terme « télématique » correspond à la définition suivante : « Ensemble des techniques et des services qui associent les ressources de l'informatique et celles des télécommunications. »²

¹ Toute la législation « drive » a été codifiée aux articles : L. 752-1 (cas d'autorisation), L. 752-3 (définition) et L. 752-16 (description juridique).

² Source : Trésor de la Langue Française - <http://atilf.atilf.fr>

Cette commande pourra être réalisée via **un site internet dédié** permettant au minimum la commande du bien souhaité. Il peut s'agir également **d'une application ou d'un logiciel** quelconque sur n'importe quel support électronique (téléphone portable, « smartphone », tablette,...) permettant ladite commande. Le paiement peut intervenir au cours de la commande ou après la réception de cette dernière, à la borne ou tout autre dispositif de réception.

Ainsi, n'est pas un « drive » soumis à autorisation le retrait à un point permanent dès lors que le client a été obligé de se rendre en magasin pour acheter ledit produit.

Un point permanent de retrait... organisé pour l'accès automobile

L'article L. 752-3 du code de commerce précise que tout « drive » soumis à autorisation doit disposer d'« installations, aménagements ou équipements » organisés pour l'accès automobile.

Cette définition large permet de couvrir l'ensemble des éléments caractéristiques d'une organisation pour l'accès automobile. Il pourra s'agir :

- d'installations bâties (auvents, guérites, portiques,...) ;
- d'aménagements spécifiques (matérialisations de bandes sur le sol délimitant notamment des pistes ou des places de stationnement dédiées...);
- enfin des équipements conçus pour le « drive » (signalisations, bornes de retrait, totem,...).

Cette liste n'est pas exhaustive.

2) La description du « drive » au sens du code de commerce

Une fois la réalité d'un « drive » au sens du code de commerce constatée, il convient de circonscrire juridiquement ledit « drive ».

L'article L. 752-16 du code de commerce, issue de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 dite « Loi ALUR » prévoit que les commissions d'aménagement commercial, s'agissant des « drive », délivrent une autorisation *« par piste de ravitaillement et par mètre carré d'emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées au retrait des marchandises. »*

Les pistes de ravitaillement

On entend par piste de ravitaillement l'emplacement où un véhicule peut s'approvisionner (y compris les places de stationnement dédiées). Le nombre de pistes de ravitaillement correspond au nombre maximum de véhicules pouvant s'approvisionner au « drive » simultanément.

Ces pistes sont identifiées par un marquage au sol ou un aménagement spécifique permettant de les identifier.

Les mètres carrés d'emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées au retrait des marchandises

Les seules surfaces de référence pour les « drive » sont les mètres carrés d'emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectés au retrait des marchandises. La notion de « surface de vente »³ ne s'applique donc pas au « drive ».

³ Article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés : « La surface de vente des magasins de commerce de détail, prise en compte pour le calcul de la taxe, et celle visée à l'article L. 720-5 du code de commerce, s'entendent des espaces affectés à la circulation de la clientèle pour effectuer ses achats, de ceux affectés à l'exposition des marchandises proposées à

L'emprise au sol à prendre en compte est celle des « surfaces bâties ou non, affectées au retrait des marchandises » soit :

- la surface des auvents ;
- les zones de retrait de marchandises y compris la zone de stockage des colis préparés ;
- les zones d'accueils de la clientèle.

Les entrepôts, chambres froides, locaux sociaux ne doivent pas être pris en compte dans ce calcul.

Par souci de cohérence, du fait qu'elles sont déjà comptabilisées en tant que telles, les pistes de ravitaillement (y compris les places de stationnement dédiées) ne sont pas comptabilisées au titre des mètres carrés d'emprise au sol. Par ailleurs, un tel calcul s'avèrerait difficile s'agissant des pistes de ravitaillement *stricto sensu*.

3) Le « drive » et les magasins de commerce de détail

Les règles applicables à la création et à l'extension des « drive » sont **indépendantes des créations et extensions de magasins de commerce de détail** prévus du 1° au 6° de l'article L. 752-1 du code de commerce.

Ainsi, la création d'un « drive » près d'un magasin ne crée pas un ensemble commercial. De même, la création d'un « drive » dans un ensemble commercial ne constitue pas une extension dudit ensemble commercial.

la vente, à leur paiement, et de ceux affectés à la circulation du personnel pour présenter les marchandises à la vente. »

II. La dérogation légale au principe d'autorisation du « drive »

Une exception légale a été prévue par le texte instituant l'autorisation d'exploitation commerciale pour les « drive ». L'article L. 752-1 du code de commerce prévoit ainsi :

« Par dérogation au 7°, n'est pas soumise à autorisation d'exploitation commerciale la création d'un point permanent de retrait par la clientèle d'achats au détail commandés par voie télématique, organisé pour l'accès en automobile, intégré à un magasin de détail ouvert au public à la date de publication de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, et n'emportant pas la création d'une surface de plancher de plus de 20 mètres carrés. »

Pour que cette dérogation s'applique, trois conditions cumulatives sont nécessaires :

1° Le « drive » doit être intégré à un magasin de détail ;

2° Le magasin de détail doit avoir ouvert au public avant le 24 mars 2014 ;

3° Le projet de « drive » ne doit pas emporter création de plus de 20 m² de surface de plancher⁴.

L'intégration à un magasin de détail

Un point de retrait est considéré comme « intégré » dès lors qu'il répond aux 2 conditions cumulatives suivantes :

- Il doit être **intégré au même bâti** qu'un commerce de détail ;
- Les réserves doivent être communes avec ledit commerce.

Dès lors qu'il fait l'objet **d'un traitement séparé** (par exemple, un « drive » situé sur une aire de stationnement d'un magasin mais distinct de lui), il ne pourra plus bénéficier de la dérogation.

L'ouverture du magasin de détail avant le 24 mars 2014

Cette dérogation ne s'applique qu'aux magasins ouverts au public avant le 24 mars 2014, date de l'entrée en vigueur de la loi ALUR mettant en place l'autorisation d'exploitation commerciale pour les « drive ».

La création de 20 m² de surface de plancher maximum

La surface de plancher à prendre en compte au titre de cette dérogation inclut **l'ensemble du bâti affecté au « drive »**, et non les seules surfaces affectées au retrait des marchandises. Il s'agit donc de prendre en compte **le point d'accueil pour le retrait des marchandises et la zone de stockage des colis préparés**.

Ne sont pas pris en compte dans ce calcul :

- les entrepôts (car ils sont partagés avec le magasin principal) ;
- les auvents, les bornes extérieures ou les surfaces de pistes de ravitaillement car ils n'ont pas de surface de plancher puisqu'ils sont situés à l'extérieur du bâti.

Pour mémoire, une dérogation liée à la période transitoire avait été instituée et qui permettait aux « drive » ayant fait l'objet d'un dépôt du permis de construire avant l'entrée en vigueur de la loi (24 mars 2014) d'échapper au régime d'autorisation.

⁴ La surface de plancher est définie aux articles L. 112-1 et R 112-2 du code de l'urbanisme

III. Le dossier de demande d'autorisation d'un projet de « drive »

Que le projet ne concerne qu'un « drive » ou que ledit « drive » accompagne un projet de magasin ou d'ensemble commercial, le dossier doit être conforme aux articles R. 752-6 et R. 752-7 du code de commerce.

Aussi souvent que possible, les éléments propres au « drive » doivent se distinguer des éléments propres au magasin ou à l'ensemble commercial (flux de circulation générés, insertions paysagères, accès,...).

* *
*

Quelques exemples d'organisation de « drive »





